

N° 5374<sup>1</sup>

CHAMBRE DES DEPUTES

2<sup>ème</sup> Session extraordinaire 2004

---

**PROJET DE REGLEMENT  
GRAND-DUCAL**

portant transposition de la directive 2003/44/CE du Parlement européen et du Conseil du 16 juin 2003 modifiant la directive 94/25/CE concernant le rapprochement des dispositions législatives, réglementaires et administratives des Etats membres relatives aux bateaux de plaisance

\* \* \*

**AVIS DE LA CONFERENCE DES PRESIDENTS**

(22.9.2004)

Le projet de règlement grand-ducal a été déposé le 23 août 2004 par la Secrétaire d'Etat aux Relations avec le Parlement sur demande du Ministre de l'Economie et du Commerce extérieur.

Il était joint un projet amendé qui tient compte des observations formulées par le Conseil d'Etat dans son avis en date du 6 juillet 2004, la prise de position du Commissariat aux Affaires Maritimes à laquelle Monsieur le Ministre de l'Economie et du Commerce extérieur se rallie, l'avis du Conseil d'Etat et le texte de la directive 2003/44/CE du 16 juin 2003.

Le projet de règlement grand-ducal a pour objet de transposer en droit luxembourgeois la directive 2003/44/CE du Parlement européen et du Conseil du 16 juin 2003 modifiant la directive 94/25/CE concernant le rapprochement des dispositions législatives, réglementaires et administratives des Etats membres relatives aux bateaux de plaisance.

La base légale du projet de règlement grand-ducal sous avis est constituée par la loi modifiée du 9 août 1971 concernant l'exécution et la sanction des décisions et des directives ainsi que la sanction des règlements des Communautés européennes en matière économique, technique, agricole, forestière, sociale et en matière de transports et par la directive 2003/44/CE du Parlement européen et du Conseil du 16 juin 2003 modifiant la directive 94/25/CE concernant le rapprochement des dispositions législatives, réglementaires et administratives des Etats membres relatives aux bateaux de plaisance.

Par la suite, la Chambre des Députés a été saisie de l'avis du *Conseil d'Etat* du 6 juillet 2004, dans lequel le *Conseil d'Etat* peut marquer son accord avec le projet sous avis qui constitue la reproduction quasi littérale de la directive 2003/44/CE précitée, sous réserve des observations qui suivent:

A l'article 10*bis* nouveau, il échet de préciser les infractions punissables afin de se conformer aux exigences de l'article 12 de la Constitution. Au même article, le minimum de l'amende est à relever à 251 euros. Quant à la dernière phrase de cet article, elle est à supprimer pour être superfétatoire, les prescriptions relatives aux circonstances atténuantes se trouvant régies par le droit commun (chapitre IX du livre 1er du Code pénal).

Finalement, le Conseil d'Etat donne à considérer qu'en vertu de la jurisprudence constante de la Cour constitutionnelle (voir notamment les arrêts No 17/03 du 7 mars 2003 et No 18/03 du 21 novembre 2003), le système des réserves de la loi énoncé par la Constitution empêche le pouvoir législatif de se dessaisir outre mesure de ses pouvoirs par la voie de l'habilitation; que ce pouvoir peut donc seul disposer valablement des matières érigées en réserve; qu'il est toutefois satisfait à la réserve constitutionnelle si la loi se borne à tracer les grands principes tout en déléguant au pouvoir réglementaire la mise en œuvre du détail.

Le Conseil d'Etat se demande dès lors si la loi modifiée du 9 août 1971, concernant l'exécution et la sanction des décisions et des directives ainsi que la sanction des règlements des Communautés européennes en matière économique, technique, agricole, forestière, sociale et en matière de transports, répond à l'exigence de la Cour constitutionnelle pour pouvoir servir de base légale au règlement en projet.

*Le Commissariat aux affaires maritimes* propose d'accepter les modifications proposées à l'article 10*bis* et propose de préciser que ce sont les infractions aux articles 7, 9.2 et 9.3 qui seront punies.

En ce qui concerne la question de la base légale soulevée par le Conseil d'Etat, le Commissariat aux affaires maritimes voudrait rappeler que le présent projet de transposition a été préparé dans la lignée de projets antérieurs prenant pour base légale la loi de 1971 précitée et approuvés par le Conseil d'Etat. Le règlement grand-ducal du 8 septembre 1997 qui transposait la directive 94/25/CE, base de la directive transposée par le présent projet, avait lui-même comme base légale la loi de 1971. Le Commissariat aux affaires maritimes propose de maintenir la base légale en l'état.

Le Commissariat aux affaires maritimes estime toutefois que les doutes avancés par la Haute Corporation devront être pris en compte par une adaptation de la loi afférente du 23 septembre 1997 portant réglementation de la navigation de plaisance et portant modification de certaines autres dispositions légales.

A la suite de la mise en place du nouveau gouvernement issu des élections législatives du 13 juin 2004, le Ministre de l'Economie et du Commerce Extérieur s'est vu attribuer la compétence des affaires maritimes. Le Commissariat aux affaires maritimes propose dès lors de modifier l'article 10 du présent projet comme suit:

„Notre Ministre de l'Economie et du Commerce Extérieur est chargé de l'exécution du présent règlement qui sera publié au Mémorial.“

#### *Avis de la Chambre de Commerce*

La Chambre de Commerce marque son accord au projet de règlement grand-ducal sous rubrique.

\*

La Conférence des Présidents donne son assentiment au projet tel que modifié par le gouvernement suite à l'avis de la Haute Corporation.

Luxembourg, le 22 septembre 2004

*Le Secrétaire général,*  
Claude FRIESEISEN

*Le Président de la Chambre des Députés,*  
Lucien WEILER